



Pour nous contacter : [contacts@npa-dr.org](mailto:contacts@npa-dr.org)

Lettre n° 450 du 9 octobre 2026

## **La révolte de la jeunesse ouvre le premier tour social et politique, la lutte de classe s'invite dans leur campagne électorale et trace ses propres perspectives**

L'irruption de la jeunesse, inattendue et largement spontanée bien que tout la préparait, ralliant à elle la majorité de l'opinion au point que les directions syndicales n'ont pas hésité à appeler aux manifs du 6, et pour une part d'entre elles au 8, bouscule la situation sociale et politique, redonne espoir à bon nombre de travailleur-es. Elle apporte dans la joie et l'enthousiasme, impertinente et provocatrice, la démonstration dans les faits, s'il en était besoin, que la lutte sur notre propre terrain, la grève, le blocage, les manifs, l'agitation et la propagande par les actes sont la voie pour changer le rapport de force.

La campagne haineuse du pouvoir, de la droite et de l'extrême droite, des médias contre elle et LFI, les révolutionnaires qualifiés d'ultragauches, l'affrontement voulu par le gouvernement déployant sa police, provoquant pour justifier la répression brutale, loin d'étouffer le mouvement l'a renforcé. Les manifs du 8 ont été un nouveau succès et l'intersyndicale étudiante et prof appelle à une nouvelle journée de mobilisation et de grève mardi.

Face à cette violence policière criminelle orchestrée par un gouvernement paniqué et à l'agonie, comment ne pas comprendre la colère de jeunes qui se sentent méprisés, agressés, humiliés et ripostent comme ils peuvent. Ils ont raison quelles que puissent être les exactions de militant-es « autonomes » en marge du mouvement.

Au regard de la violence sociale, policière, politique générale qui broie des millions de vies, la riposte, y compris la violence, est inévitable, légitime. Les partis de gauche ou organisations et militant-es syndicaux n'avaient pas besoin pour être aux côtés des lycéen·nes d'arborer démonstrativement un brassard blanc jouant l'ONU de la lutte de classes. La question qui est posée au mouvement ouvrier est bien celle de son autodéfense face à l'Etat policier autoritaire qui déploie consciemment ses forces répressives. La question est posée au mouvement des lycéens et des étudiants appelé à durer. La réponse passe par l'auto-organisation démocratique du mouvement, assemblées générales, élection de comités de mobilisations, locaux et centraux, constitution d'un service d'ordre, diriger et contrôler démocratiquement le mouvement. La mission

des aîné-es est de transmettre leur expérience à la jeunesse qui prend sa place dans la lutte de classe.

De façon plus générale, le mouvement est devant un piège, l'injonction au respect de l'ordre, de l'ordre social qu'il combat, combinée à la mise en place d'un cadre de concertation, « *de démocratie lycéenne* », autour des « *revendications lycéennes et étudiantes* » par le gouvernement ! Le remake des cahiers de doléances des Gilets jaunes !

Mercredi soir, lors de son allocution, Lecornu a vanté son initiative, affichant une empathie hypocrite et méprisante pour gagner du temps, tout en tentant d'exercer une pression sur l'opinion en dramatisant la crise de l'énergie dont lui, son gouvernement et TotalEnergies portent la responsabilité, en particulier dans le soutien qu'ils apportent à l'agression de l'Iran par les USA et Israël. Sans oublier la rengaine du chantage à la dette et aux taux d'intérêt fixés par leurs amis spéculateurs de la finance. Et jeudi soir, le ministre de l'éducation affichait le mépris du pouvoir tant pour les lycéen·nes que pour les profs en annonçant que 3 000 professeurs remplaçants seraient déployés « *entre demain et mardi* » !

La révolte de la jeunesse n'est pas une simple question de moyens pour étudier ou de revendications « *légitimes* », un mouvement syndical respectueux de l'ordre, mais bien une contestation globale, politique ne serait-ce que du fait que l'austérité et l'assistance au capital, la politique de réarmement, privent le pouvoir, dont le projet de budget prévoit la suppression 1 588 postes d'enseignants, de toute marge de manœuvre.

Le mouvement a un contenu ouvertement politique, la révolte contre le bilan de la politique destructrice menée par la gauche et la droite depuis des décennies, la solidarité avec le peuple palestinien et le rejet du militarisme et de la guerre, le rejet de Le Pen et d'un monde sans avenir, « *Siamo tutti antifascisti* » !

D'où la répression pour intimider, faire peur aux jeunes mais aussi à leurs parents, aux travailleur-es pour empêcher une généralisation de la contestation. Le gouvernement provoque l'affrontement en prétendant vouloir l'éviter...

Le mouvement participe du conflit de classe engagé entre l'oligarchie capitaliste et l'État policier d'une part et les travailleur-es et les jeunes opposés à l'austérité, à l'extrême droite, au racisme et à la guerre. Un conflit qui se déploie à l'échelle européenne et internationale.

C'est bien en ça qu'il est juste de parler d'un moment historique.

Les suites sont à écrire, jusqu'à la journée du 17, puis après. Une intersyndicale formée par la CFDT, la CGT, FO, l'UNSA et la FSU, a publié un appel à « *faire grève et manifester le jeudi 5 novembre prochain* », une façon de chercher à reprendre la main en boycottant le 17. Qu'importe, la révolte et la colère, la volonté de ne plus subir trouveront les voies et moyens de s'exprimer pour faire entendre leurs exigences, faire reculer le gouvernement et s'inviter dans la mascarade électorale avec leurs propres armes et le 5 peut être une étape, par-delà la volonté de ses initiateurs.

Le mouvement pose la question des perspectives politiques, les illusions et faux espoirs électoraux ou une lutte sociale et politique pour exiger des comptes et postuler à contrôler et diriger la société en réponse à la faillite sociale, politique et morale de la bourgeoisie.

La jeunesse ainsi que le monde du travail n'ont pas à craindre d'utiliser la crise de la bourgeoisie pour la plier à leurs exigences, pour postuler au pouvoir. Il n'y a pas d'autre voie pour tirer la société du marasme et du chaos capitaliste.

La bataille sociale et politique qui s'engage dans le pays écrit de nouveaux rapports de force à l'issue des deux mandats de Macron et au cours d'une évolution accélérée du capitalisme vers la mondialisation de la guerre économique et militaire, produits barbares de la concurrence au sein d'un capitalisme financiarisé qui a perdu toute stabilité, évolution qui crée le terrain de l'offensive des forces réactionnaires.

La France est au cœur de la tourmente, maillon faible de l'Union européenne qui se fissure sous la pression des rivalités entre grandes puissances face auxquelles elle est incapable de se donner les moyens de jouer sa propre partition.

S'ouvre une nouvelle étape pour le mouvement ouvrier confronté à l'extrême droite, agent de l'offensive du Medef et de la militarisation alors que le capitalisme mondialisé s'enfonce dans sa crise globale.

Elle ouvre la discussion sur la politique nécessaire pour la fraction la plus consciente du mouvement ouvrier et de la jeunesse dans ce renouveau de la lutte de classe pour se donner les moyens d'intervenir avec ses propres armes dans cette bataille politique, un programme et un parti, unir ses forces.

**La campagne contre Mélenchon et LFI et ses « proxys », une campagne réactionnaire contre les jeunes et le monde du travail**

Le déchaînement du bloc des macronistes, de la droite et de l'extrême droite contre LFI, Retailleau allant jusqu'à demander son interdiction, prétend réduire la révolte des jeunes aux capacités d'instrumentalisation de LFI et de ses dits « proxy », c'est-à-dire les organisations révolutionnaires, exprime leur panique devant la révolte spontanée des jeunes et devant leur propre bilan et impuissance. Tout échappe à leurs cerveaux malades et complotistes aveuglés par leur propre personnalisation à outrance de leur jeu politicien et leur mépris social, incapables de comprendre la logique des rapports de force et leurs liens avec la vie sociale réelle, la lutte de classes, la conscience des travailleur-es et des classes populaires et les évolutions qui les nourrissent.

Certes Mélenchon a su saisir le contenu de la période et les évolutions en cours, dont il est lui-même le produit, pour élaborer au fil des ans et des ruptures sa stratégie et vérifier qu'elle répondait bien aux besoins, à gauche, de l'ancienne génération post-soixante-huitarde déçue, voire qui se sent trahie, et de la nouvelle qui se met en route.

Il apparaît comme le seul candidat progressiste défendant un programme auquel il cherche à donner une cohérence globale répondant à la crise sociale et politique qui réussit à créer une dynamique anticapitaliste malgré son propre respect du système.

Son soutien à la révolte des jeunes renforce cette dimension tout en soulignant ses limites d'homme d'État respectueux du système qu'il veut servir.

L'hostilité haineuse qu'il suscite renforce la dynamique électorale, son ascendant sur la jeunesse et la fraction du monde du travail qui veulent en découdre avec le bloc réactionnaire et l'extrême droite. Il réussit à s'imposer, à dominer la campagne pour très probablement être en position d'affronter Le Pen au second tour.

Une telle situation serait en soi un bouleversement, a fortiori une victoire au deuxième tour, aujourd'hui encore peu probable mais rien ne peut être exclu tant la décomposition des partis institutionnels est profonde, y compris celle du RN miné par les rivalités, les résurgences de son antisémitisme et surtout sa difficulté à concilier ses offres de services aux milliardaires et ses velléités de défenseur du peuple. Mélenchon pourrait réussir à s'imposer à la bourgeoisie elle-même comme seul rempart capable de canaliser la révolte populaire.

La bataille ne fait que commencer sur tous les terrains. L'enjeu n'est pas de faire des pronostics mais de formuler du point de vue des perspectives révolutionnaires la politique nécessaire. Cette politique prend en compte le profond bouleversement en cours que rien, quels qu'en soient les rythmes, n'arrêtera ainsi que les contradictions et obstacles que le mouvement a devant lui. Ces derniers se résument, sur le fond, au décalage entre la radicalité apportée par la jeunesse, renforcée par l'impossibilité pour la bourgeoisie de satisfaire la moindre de ses exigences, et la réponse que formule LFI dont le radicalisme reste enfermé dans le cadre bourgeois, tant idéologique qu'institutionnel.

## Mélenchon n'est pas candidat à changer la société par la voie des réformes mais à sauver le capitalisme de lui-même en... le réformant

Depuis sa fondation en 2016, la France insoumise cristallise l'aspiration de millions de jeunes et de travailleur·es à rompre avec l'austérité, les inégalités sociales, la destruction de l'environnement, les guerres et les oppressions. Elle a rompu avec les vieux partis « de gouvernement », le PS et le PC discrédités par leur participation à une série de gouvernements bourgeois et leur adaptation au libéralisme. Ainsi, l'analogie avec Mitterrand ou avec Jospin, dont il fut ministre, est stérile. Le processus en cours aujourd'hui correspond à une nouvelle période. Mitterrand, vieux politicien de droite ayant fait une OPA sur le PS, canalisait les générations de 68 et de l'après 68 pour ensuite mener la politique initiée par Thatcher et Reagan. Mélenchon accompagne la rupture avec cette époque et l'évolution à gauche de celles et ceux qui ont rompu avec le PS et le PC ainsi que celle de la jeunesse face au chaos capitaliste mondialisé.

Il n'est cependant pas même réformiste. Il sait qu'il n'y a plus de place aujourd'hui pour le réformisme et, donc, il se contente de vouloir sauver le capitalisme de lui-même et d'offrir ses services à la bourgeoisie tout en prétendant défendre un compromis entre le capital et le travail, les salarié·es et les classes populaires.

Il n'est ni anticapitaliste ni anti-impérialiste mais veut sauver le capitalisme de ses excès, de la financiarisation, de la concurrence par la guerre. Il se veut une réponse à la faillite morale et politique des classes dominantes pour les sauver d'elles-mêmes ! D'une certaine façon il répond à un besoin profond au sein de la gauche qui n'a pas abdicé d'elle-même et de la jeunesse qui rentre en scène sur le terrain politique, l'une et l'autre sont unies par le même rejet du RN et du capitalisme sans être en mesure encore d'imaginer possible une issue qui rompe avec le cadre institutionnel.

Ceci dit, la dynamique qu'il impulse en appelle une autre qui sera son propre dépassement, la fin aussi d'une période post-soixante-huitarde qui a vu une nouvelle phase du développement capitaliste.

Le capitalisme a atteint ses limites historiques, une nouvelle période révolutionnaire s'ouvre. Quels qu'en soient les rythmes, elle conduira celles et ceux qui se mobilisent aujourd'hui, la jeunesse, à s'approprier le marxisme, les idées de la révolution socialiste pour écrire une nouvelle page décisive des luttes d'émancipation.

## Le populisme y compris de gauche contre le mouvement ouvrier

Mélenchon théorise sa rupture avec la vieille gauche gouvernementale en inventant sa propre théorie, la « révolution citoyenne ». Ce ne serait plus au salariat de transformer la société en renversant la bourgeoisie et en établissant une économie planifiée, mais au « peuple »,

« nouvel acteur politique », pour engager un processus « destituant » et « constituant » pour établir une « société d'harmonie ».

Le marxisme aurait été dépassé, ce qui exige de nouvelles théories et de nouvelles méthodes de lutte ainsi que LFI l'explique dans une brochure intitulée *Comment faire ?*<sup>1</sup> signée par Jean-Luc Mélenchon, Manuel Bompard, Mathilde Panot et Clémence Guetté, analysant comment le mouvement insoumis « s'insère dans l'accomplissement du processus historique populaire spécifique de notre époque et dans la réalité du capitalisme de notre temps ». Leur point de départ est « l'évidence de la disparition du prolétariat tel que l'instituait le capitalisme des dix-neuvième et vingtième siècles ». Le capitalisme a tellement « contaminé tous les compartiments de la production et de l'échange en général », qu'il aurait généré une nouvelle classe révolutionnaire : le peuple.

Une laborieuse construction sociologique pour justifier l'abandon du terrain de la lutte de classe et de la classe ouvrière qui se définit bien par « sa place dans la production marchande » sur la base du rapport d'exploitation qu'est le salariat et qui regroupe toutes celles et ceux qui n'ont d'autre choix que de vendre leur force de travail contre un salaire pour subvenir à leurs besoins. Aujourd'hui, 90 % de la population active en France.

Elle constitue la classe révolutionnaire parce qu'elle produit collectivement l'ensemble des richesses et assure le fonctionnement de la société tout en étant dépossédée des fruits de son travail par la classe qui possède les moyens de production, les instruments de travail (machines, outils, logiciels, bâtiments, etc.), la classe capitaliste.

Là réside la contradiction fondamentale du capitalisme entre la production de plus en plus socialisée, aujourd'hui à l'échelle mondiale, et le caractère privé de plus en plus parasitaire de l'appropriation, contradiction qui définit le rôle révolutionnaire du prolétariat qui n'a « rien à perdre que ses chaînes ».

Les élucubrations théoriques de LFI ont bien du mal à avoir le moindre crédit tant il est évident que le développement du capitalisme a légitimé, démontré et amplifié l'analyse de Marx dans *Le Manifeste communiste* : « Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat »<sup>2</sup>.

Aujourd'hui, le prolétariat s'est constitué comme une classe mondialisée plus puissante que jamais, unie par son rôle vital dans la production et les échanges.

## « La nouvelle France », le nationalisme, une idéologie bourgeoise contre l'internationalisme

- 1 <https://melenchon.fr/2026/02/10/comment-faire/>
- 2 <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000.htm>

La découverte du peuple comme nouvelle classe révolutionnaire remet au goût du jour une idée fort peu nouvelle qui s'accouple tout naturellement avec une tout aussi vieille idée même relookée au nom de « *la nouvelle France* », le nationalisme. Les deux sont réactionnaires et s'opposent aux idées progressistes et modernes du marxisme que représente l'internationalisme. Les travailleurs n'ont pas de patrie, ce cri de Marx et d'Engels se manifeste dans notre vie quotidienne, dans la vie politique devenue mondiale.

La mondialisation du prolétariat représente la base matérielle, sociale de notre internationalisme. Il ne consiste pas en un simple sentiment moral de solidarité internationale avec les peuples et les travailleur·es qui pourrait s'associer avec un nationalisme éculé, mais bien l'axe politique à la base même de la stratégie du mouvement ouvrier dans sa lutte pour en finir avec la domination capitaliste.

L'évolution du capitalisme, les différentes mondialisations ont abouti aujourd'hui à ce que l'économie mondiale constitue un tout, une « *réalité supérieure* » au sein de laquelle chaque formation capitaliste nationale est une partie intégrante, étroitement liée à toutes les autres interdépendantes entre elles. Le mécanisme fondamental de la crise capitaliste résulte de la contradiction entre le développement des forces productives, des techniques, de l'IA et le carcan du cadre de l'Etat national, contradiction qui exacerbe la concurrence et pousse à la militarisation, aux guerres, à l'effondrement de leur système.

Dans ce contexte historique, se renforce le caractère réactionnaire du nationalisme, idéologie bourgeoise qui nourrit xénophobie et racisme dans la défense du capital et des couches sociales privilégiées quelles que soient les déclarations humanistes ou « *la politique de l'amitié* » dont LFI voudrait l'accompagner pour répondre aux aspirations de celles et ceux qui se tournent vers elle.

Les luttes d'émancipation n'ont ni patries ni frontières.

### **Ce ne sont pas les idées du marxisme qui ont échoué mais les rythmes de l'histoire qui ont déjoué nos espoirs pour mieux créer les conditions de leur réalisation**

Dans leur brochure, Mélenchon et ses amis écrivent : « *Le bilan global du marxisme au fil des décennies n'a rien à voir avec la doctrine initiale. Certes, des améliorations considérables ont été acquises pour la classe ouvrière et par extension pour la société tout entière. Mais le projet global a disparu. [...] Le parti et la classe qui devaient être les accoucheurs du socialisme par l'histoire ont donc échoué dans cette tâche* ».

La sentence semble sans appel !

La lucidité critique et révolutionnaire d'Engels leur donne une sévère leçon, cette lucidité qui tire les leçons des combats y compris des défaites pour poursuivre la lutte et non ce point de vue qui, suite aux défaites des opprimés, se laisse gagner par les préjugés des vainqueurs !

Dans son Introduction aux *Luttes de classe en France* <sup>3</sup>, Engels écrivait en 1895 à propos des révolutions du XIX<sup>ème</sup> siècle : « *L'histoire nous a donné tort à nous et à tous ceux qui pensaient de façon analogue. Elle a montré clairement que l'état de développement économique sur le continent était alors bien loin d'être mûr pour la suppression de la production capitaliste ; elle l'a prouvé par la révolution économique qui depuis 1848 a gagné tout le continent et qui n'a véritablement donné droit de cité qu'à ce moment à la grande industrie...* ».

Cette lucidité militante vaut pour la longue période historique qui a suivi la révolution d'Octobre 17, période riche cependant de transformations économiques et sociales portées et accomplies par le prolétariat contre le capital malgré les défaites et sans qu'il parvienne à ses fins, la liquidation de l'exploitation, de la société de classe. Mais ce dernier a accompli une œuvre immense contrairement à ceux qui rêvent de pouvoir l'enterrer, il a accompli de gigantesques progrès qui permettent aujourd'hui la réalisation pratique de la transformation révolutionnaire de la société à l'échelle mondiale et ridiculise le pédantisme hostile de Mélenchon et ses amis.

La bataille qui s'engage en cette rentrée marquée par l'accélération de la crise globale du capitalisme est une bataille politique pour faire converger et s'unir les forces militantes du mouvement ouvrier autour de leur propre programme de classe en s'émancipant des illusions électorales et parlementaires et des prétentions fumeuses du populisme de gauche. Les révolutionnaires, militant·es du mouvement, ont collectivement pour tâche de se faire les animateurs de ce travail. Ils n'ont d'autres intérêts ou objectifs que son renforcement, son succès, n'ont aucune ambition électorale et institutionnelle, ni ne cherchent à modeler le mouvement. Soucieux de faire vivre la démocratie, ils ont pour but d'aider à son auto-organisation par les assemblées générales dans les lycées, les facs, comme dans les entreprises, sur les lieux de travail où s'ouvrent les discussions sur la solidarité avec la jeunesse, leurs luttes sont nos luttes !

### **Pour que les travailleur·es et la jeunesse fassent irruption dans la campagne électorale et s'unissent autour de leur propre débouché politique, la conquête de la démocratie, du pouvoir**

Le programme de LFI *L'Avenir en commun*, dont « *le but affiché est une société d'harmonie [qui] suppose la centralité de l'égalité et la fin de l'exploitation capitaliste entre les humains* », formule des vœux pieux sans offrir les moyens d'y parvenir. La « *société d'harmonie* » s'y réduit à une « *économie mixte où l'on trouve des biens communs inaliénables, des entités publiques, des coopératives et des entreprises privées* ». Pas question de porter atteinte à la propriété privée des grands moyens de production

---

<sup>3</sup> <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1895/03/fe18950306.htm>

et d'échange ni de contester l'État, instrument de sa protection.

Tout démontre qu'aucun gouvernement ne pourra répondre ne serait-ce qu'aux revendications de l'éducation nationale et des hôpitaux. Le gouvernement consacre annuellement quatre fois plus de crédits aux équipements militaires que dans les bâtiments et équipements scolaires destinés aux collectivités. Les 5 principaux groupes de vendeurs d'armes français, Dassault Aviation, Thales, Safran, Naval Group et ArianeGroup, pillent ainsi les deniers publics pour s'enrichir dans la seule année 2025 de 6,55 milliards, soit 38 % de plus sous couvert de « *combattre l'envahisseur russe* ».

Financer l'école et les hôpitaux exige de rompre avec la politique imposée par le capital pour maintenir ses profits dont les sources, au regard de ses besoins illimités, sont de plus en plus taries avec la mondialisation et la financiarisation de l'économie. Cette politique d'assistance au capital creuse sans fin les inégalités et rend illusoire une juste répartition des richesses si elle ne pose pas comme sa propre condition leur appropriation entière par la classe ouvrière et la population et donc l'expropriation des capitalistes. De même, enrayer la catastrophe écologique en cours qui met en danger la planète exige une planification socialisée, démocratique et internationale qui suppose l'expropriation des multinationales.

Notre programme n'est pas un programme de revendications syndicales accompagnées d'une proclamation révolutionnaire mais bien un programme d'action et de lutte politique au quotidien qui combine la lutte pour nos droits et nos exigences à la lutte pour défendre la nécessité de mettre en place un nouveau mode de production, le socialisme seule perspective capable d'en finir avec la guerre économique et militaire, de répondre aux conséquences de la crise climatique et de lutter contre la crise écologique, d'empêcher la marche à la catastrophe.

Le mouvement de la jeunesse ainsi que l'ensemble des besoins des travailleur-es et des classes populaires posent la question du pouvoir, qui dirige la société au service de quels intérêts ?

L'État de la bourgeoisie est incapable de devenir un instrument au service de la collectivité, il est indispensable de le démanteler pour lui substituer un Etat démocratique, décentralisé, trouvant sa force dans les assemblées ouvrières et populaires sur les lieux d'habitation et de travail, qui soient réellement des instruments de direction et de gestion de la vie sociale.

Cette bataille ne connaît pas de frontières, elle participe de la lutte pour des Etats-Unis socialistes d'Europe, étape vers une fédération mondiale des Etats socialistes.

La marche à la faillite du capitalisme, la catastrophe en cours tant économique, sociale qu'écologique, la marche à la mondialisation de la guerre et le renouveau des luttes de classe qu'elles suscitent dans le monde, la menace de l'extrême droite ainsi que l'incapacité du populisme de gauche ou des directions syndicales engluées dans le dialogue social à combattre celle-ci obligent le mouvement révolutionnaire à surmonter sa propre crise historique en développant une stratégie et un programme face à la faillite du capitalisme permettant d'unir le mouvement et d'aider à l'unité de la classe ouvrière autour de ses propres exigences et la lutte pour le socialisme.

Ce combat pour une unité de classe ne peut progresser et se réaliser qu'en faisant vivre une large démocratie tant au sein des luttes quotidiennes des travailleur-es et de la jeunesse, des luttes féministes, écologiques que dans les rapports entre courants révolutionnaires, une démocratie vivante méprisant les petits arrangements entre petits appareils pour respecter les divergences clairement formulées, en débattre et les confronter à l'évolution des luttes de classes.

Cette bataille est l'affaire de toutes et tous, cette révolution ne pourra se faire par en haut, elle sera l'œuvre de militant-es eux-mêmes conscient-es de son caractère impérieux.

Il serait incompréhensible que les révolutionnaires persistent dans leurs rivalités électorales au regard de la nouvelle situation créée par la révolte de la jeunesse.

Comment comprendre que LO, RP et le NPA-R voire le NPA-A ne puissent discuter de comment, ensemble, intervenir dans le mouvement social et politique qui commence ainsi que dans la campagne électorale pour contribuer à convaincre le monde du travail de ses propres capacités à gérer la société qu'il fait tourner quotidiennement alors que le Parlement gère les affaires du capital, sous la domination de la grande administration et des marchés financiers, de l'armée, de la police, opposés au monde du travail.

A notre modeste niveau, nous invitons toutes et tous les militant-es à renouer avec la démocratie, à la faire vivre, chacune et chacun à son niveau, en fonction de ses possibilités, afin de donner un contenu concret, pratique et militant à ce qui n'est pas un simple slogan mais la définition même de notre philosophie politique, sociale, humaine, « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ».

*Démocratie révolutionnaire*